



Appel d'Offres National Ouvert

026/13-347 /AONO/MINSANTE/CIPM/2026 relatif aux travaux de réaménagement (réhabilitation de certains services) et de mise en niveau de l'hôpital régional de Buea dans la région du Sud-ouest. **En procédure d'Urgence**

1. Objet :

Le présent appel d'offres a pour objet l'exécution des travaux réaménagement (réhabilitation de certains services) et mise en niveau de l'hôpital régional de Buea dans la région du Sud-ouest. En procédure d'urgence.

2. Consistance des travaux

Les travaux, objet de la présente consultation sont en un (01) lot unique constitue :

- ❖ bloc administratif ;
- ❖ service de médecine ;
- ❖ service de chirurgie et bloc opératoire ;
- ❖ service de lutte contre la tuberculose ;
- ❖ services de planning familial, de pédiatrie, d'enfants et de kinésithérapie ;
- ❖ service de maternité ;
- ❖ service de consultations externes ;
- ❖ service de diabétologie ;
- ❖ service VIP ;
- ❖ chambre privée ;
- ❖ morgue, entrée, cuisine et blanchisserie ;
- ❖ centre d'hémodialyse ;
- ❖ centre d'imagerie médicale

ayant pour articulations :

- **Béton armé en Elévation ;**
- **Maçonnerie ;**
- **Enduits ;**
- **Menuiserie (Métallique, Bois, Aluminium) ;**
- **Electricité ;**
- **Plomberies sanitaires ;**
- **Revêtements scellés ;**
- **Voiries et Réseaux Divers (VRD)**
- **et Peinture.**

3. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à égalité de conditions aux entreprises ou Groupement d'Entreprises de Bâtiments et Travaux Publics de droits camerounais catégorisés **C** à l'issue de la publication des résultats de la catégorisation des entreprises du sous-secteur d'activités « bâtiments ».

4. Allotissement

Le présent appel d'offres comprend un lot unique

5. Financement :

Les travaux objet de la présente consultation seront financés par le Budget d'Investissement Public (BIP) notamment la dotation allouée au plan de mitigation au titre de l'exercice 2026, pour un coût prévisionnel Toutes Taxes Comprises de **Trois cents millions cent quatre-vingt-seize mille cinquante-sept (300 196 057) Francs CFA.**

6. Consultation du dossier d'appel d'offres :

Le dossier d'appel d'offres peut être consulté aux heures ouvrables au Service des Marchés Publics (Bureau des Appels d'Offres) du MINSANTE sise à « ***l'Immeuble de la Santé*** » abritant la Division des Etudes et des Projets (DEP) non loin de l'immeuble siège de la Croix – Rouge Camerounaise à Yaoundé (Téléphone/fax 222 22 10 21), dès publication du présent avis et la version électronique sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

7. Acquisition et retrait du dossier d'appel d'offres :

Le dossier peut être obtenu au Service des Marchés Publics au Rez de chaussée de ***l'Immeuble de la Santé*** abritant la Division des Etudes et des Projets (DEP) situé à proximité de la Croix Rouge (téléphone/fax 222 22 10 21), dès publication du présent avis, contre présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de **Cent Cinquante Mille (150 000) Francs CFA.**

Lors du retrait du dossier, le soumissionnaire devra remettre une copie de son reçu de versement portant bien son nom, le nom du Maître d'Ouvrage et le numéro de l'appel d'offres. Il est également possible d'obtenir le Dossier d'Appel d'Offres par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du Dossier d'Appel d'Offres.

8. Mode de soumission

La soumission sera faite exclusivement en ligne et via la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

9. Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 Mo pour l'Offre Administrative ;
- 15 Mo pour l'Offre Technique ;
- 5 Mo pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

10. Remise des offres :

Les offres seront transmises par voie électronique via la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> au plus tard le **20/10/26** à **13 heures**, heure locale. Une copie de sauvegarde des offres, enregistrée sur trois (03) clés USB (1 clé USB pour l'ARMP, 1 clé pour la sous-commission d'Analyse et 1 clé USB la CIPM) devra être transmise au service des marchés publics (bureau des appels d'offres) du ministère de la santé

publique, situé à proximité de la Croix Rouge (Téléphone/fax 222 22 10 21), sous plis scellé indication claire et lisible « **copie de sauvegarde** » devra porter la mention :

« **Avis Appel d'Offres National Ouvert** N° 024/M3-343 **ANO/MINSANTE/CIPM/2026** relatif aux travaux de de réhabilitation de quelques infrastructures de l'hôpital régional de Buea dans la région du Sud-ouest. **En procédure d'urgence.**

A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

NB : avec l'original de la caution et le reçu de la CDEC

11. Caution de soumission

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives une caution de soumission dont le montant est de de trois millions (3 000 000) FCFA timbrée, datée et acquittée à la main accompagnée du récépissé de la CDEC.

Cette caution a une durée de validité de 120 jours à compter de la date d'ouverture des offres, et délivré par un organisme financier agréé par le Ministre en charge des finances.

12. Recevabilité des offres :

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être soumises sur la plateforme COLEPS.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Ces pièces administratives en cours de validité sauf une disposition expresse du service émetteur des pièces administratives devant être postérieure à la date de lancement de l'Appel d'Offres.

13. Ouverture des offres :

L'ouverture des plis (pièces administratives, offres techniques et financières) se fera en un temps via la plateforme COLEPS et aura lieu le 20/10/26 par la Commission Interne de Passation des Marchés du MINSANTE, sise à l'immeuble Ex-PSFN situé à proximité du siège de la Croix Rouge camerounaise, à 14 heures, heure locale, en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de D'Appel d'Offres.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heure accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

14. Délai d'exécution :

Les délais d'exécution prévus par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux est de de trois (03) mois.

15. Principaux critères d'évaluation :

Les critères d'évaluation fixent les conditions minimales à remplir.
Il s'agit notamment :

❖ Critères éliminatoires

- a) Dossier administratif incomplet ou pièces administratives non – conformes après épuisement du délai réglementaire de 48.00 heures, accordé pour la fourniture d'une pièce concernée ;
- b) Fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
- c) Non satisfaction d'au moins 75 % Critères essentiels ;
- d) Absence de la déclaration sur l'honneur du soumissionnaire attestant qu'il n'a pas abandonné au moins un marché au cours des trois (03) dernières années et ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes annuellement établie par l'ARMP ;
- e) Absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre ;
- f) Absence de la copie de sauvegarde (03 clés USB) en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS ;
- g) Absence ou non-conformité de la caution de soumission timbrée datée et acquittée à la main, accompagnée du récépissé de dépôt à la CDEC à l'ouverture des plis.

NB : - La caution produite et n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente ;

- La caution présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture est irrecevable.

- h) Absence de déclaration d'engagement sociale et environnementale dûment rempli et signé ;
- i) Absence de la charte d'intégrité dûment rempli et signé.
- j) Absence du certificat de catégorisation.
- k) Absence de Capacité financière (ligne de crédit disponible) d'au moins trente pourcent (40%) soit cent vingt millions (120 000 000) de FCFA du montant prévisionnel justifiée par une attestation signée par une Banque de premier ordre agréée par le Ministre en charge des Finances.

❖ Critères essentiels

L'évaluation des offres techniques sera faite suivant le système binaire (**Oui/Non**) sur la base des critères essentiels ci-dessous :

- a) Trois (03) références d'un montant cumulé d'au moins deux cent Millions (200 000 000) de Francs CFA au cours de trois (03) dernières années (2025, 2024, 2023) ;
- b) Personnel technique de l'entreprise ;
- c) La méthodologie – Planning d'exécution des travaux ;
- d) Matériel de chantier à mobiliser ;
- e) Conditions d'acceptation du marché (CCAP et CCTP paraphés, datés et signés avec la mention « **lu et approuvé** ») ;
- f) Présentation de l'offre.

Seules les soumissions qui auront obtenues au moins **75%** de **Oui** seront admises à l'analyse financière.

16. Attribution du marché :

Le marché sera attribué au soumissionnaire qui aura présenté une offre jugée conforme pour l'essentiel et évaluée la moins-disante.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant une durée de quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date d'ouverture des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Service des Marchés Publics (Bureau des Appels d'Offres) du MINSANTE sise à « **l'immeuble de la**

Santé » abritant la Division des Etudes et des Projets (DEP) non loin de l'immeuble siège de la Croix – Rouge Camerounaise ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses : <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, dès publication du présent avis.

Les renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Division des Etudes et des Projets du Ministère de la Santé Publique sis à côté de l'Immeuble siège de la Croix – Rouge.

19. Assistance technique

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email : dsi@minmap.cm.

20. Lutte contre la corruption

Pour toute tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler ou envoyer un SMS à la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, ARMP aux contacts : (+237) 222 201 803, (+237) 222 200 008, (+237) 222 200 009, (+237) 222 206 043.

AMPLIATIONS :

- MINMAP
- ARMP (*Journal des projets*)
- Sce des Marchés/DRFP
- CIPM/MINSANTE
- SOPECAM
- Archives
- Affichage.

Yaoundé, le 18 SEPT 2026



Dr. Mandanda Malachie

Dr. Williams



18 SEPT 2026

National Open Call for Tenders

/NOCT/MINSANTE/CIPM/2026 relating to the Renovation work (rehabilitation of certain departments) and upgrading of the Buea Regional Hospital in the Southwest Region In Emergency procedure

1. Objet:

The purpose of this call for tenders is to carry out to the **Renovation work (rehabilitation of certain departments) and upgrading of the Buea Regional Hospital in the Southwest Region**

2. Consistency of the work

The works, which are the subject of this consultation, comprise a single (01) lot consisting of:

- administrative block;
- medical department;
- surgical department and operating theatre;
- tuberculosis control department;
- family planning, paediatrics, children's and physiotherapy departments;
- maternity ward;
- outpatient department;
- diabetes department;
- VIP ward;
- private room;
- mortuary, entrance hall, kitchen and laundry;
- haemodialysis centre;
- medical imaging centre

comprising the following stages:

- Preliminary works;
- Reinforced concrete structural work;
- Masonry;
- Plastering;
- Joinery (metal, timber, aluminium);
- Electrical works;
- Sanitary plumbing;
- Sealed surfacing;
- Roadworks and Miscellaneous Utilities
- and Painting.

3. Participation and origin

Participation in this Invitation to Tender is open on equal terms to companies or groups of companies in the Building and Public Works sector under Cameroonian law, categorized as A following the publication of the results of the categorization of companies in the "buildings" sub-sector of activity.

4. Allotment

This tender comprises a single lot.

5. Financing:

The works covered by this consultation will be funded from the Public Investment Budget (BIP), in particular the allocation set aside for the mitigation plan for the 2026 financial year, at an

estimated cost, inclusive of all taxes, of three hundred million, one hundred and ninety-six thousand and fifty-seven (300,196,057) CFA francs.

6. Consultation of the tender file:

The tender file can be consulted during working hours at the Public Procurement Service (Tender Office) of MINSANTE located at the "Health Building" housing the Studies and Projects Division (DEP) not far from the headquarters building of the Cameroonian Red Cross in Yaoundé (Telephone/fax 222 22 10 21), upon publication of this notice and the electronic version on the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

7. Acquisition and withdrawal of the tender dossier:

The file can be obtained from the Public Procurement Department on the ground floor of the "Health Building" housing the Studies and Projects Division (DEP) located near the Red Cross (telephone/fax 222 22 10 21), from publication of this notice, upon presentation of a receipt for payment to the Public Treasury of a non-refundable sum of **One Hundred and Fifty thousand** (150,000) CFA Francs.

When withdrawing the file, the bidder must submit a copy of his payment receipt clearly showing his name, the name of the Project Manager and the call for tender number. It is also possible to obtain the Tender Document by free download from the COLEPS platform available at the addresses indicated above for the electronic version. However, online submission is conditional on payment of the purchase fees for the Tender Document.

8. Method of submission

The submission will be made exclusively online and on the COLEPS platform at the <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> addresses

9. File size and format

For online submission, the maximum sizes of the documents that will transit on the platform and constituting the tenderer's offer are as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

The accepted formats are:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

The candidate will make sure to use compression software in order to possibly reduce the size of the files to be transmitted.

10. Submission of tenders:

Tenders will be sent electronically via the COLEPS platform to the <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> addresses no later than 1 p.m. local time on _____. A backup copy of the tenders, recorded on three (03) USB sticks must be sent to the public procurement department (tender office) of the Ministry of Public Health, located near the Red Cross (Telephone/fax 222 22 10 21), in a sealed envelope (a USB key must contain the administrative, technical and financial offers, another USB key in a small envelope containing only the sample financial offer) with a clear and legible indication "**backup copy**" must bear the mention "

"Notice of National Open Tender

N° 024/M3-347 AONO/MINSANTE/CIPM/2026 relating to the Renovation work (rehabilitation of certain departments) and upgrading of the Buea Regional Hospital in the Southwest Region

11. Provisional security

Each bidder must include with their administrative documents a bid bond in the amount of three million (3,000,000) FCFA—stamped, dated, and signed by hand—accompanied by the **Deposits and Consignments Fund** receipt.

This bond must be valid for 120 days from the date of bid opening and issued by a financial institution approved by the Minister in charge of finance.

12. Admissibility of tenders:

Administrative documents, the technical tender and the financial tender must be submitted via the COLEPS platform.

Any tender that is incomplete in accordance with the requirements of the Tender Documentation will be declared inadmissible. In particular, the absence of a tender bond issued by a body or financial institution authorised by the Minister responsible for finance to issue bonds in the field of public procurement, or failure to comply with the templates for documents in the Tender Documentation, will result in the outright rejection of the tender without any right of appeal. A tender bond submitted but bearing no relation to the tender in question shall be deemed to be missing. A tender bond presented by a tenderer during the tender opening session shall be inadmissible.

These administrative documents must be valid; unless expressly stipulated otherwise by the department issuing the administrative documents, they must be dated after the date of launch of the Tender.

13. Admissibility of tenders

The opening of tenders (administrative documents, technical and financial bids) will take place in a single session via the COLEPS platform on 20/10/26 by the MINSANTE's Internal Procurement Commission, based in the former PSFN building situated near the headquarters of the Cameroonian Red Cross, at 2.00 pm, local time, in the presence of the tenderers or their duly authorised representatives.

Only tenderers may attend this opening session or be represented by a single person of their choice who is duly authorised, even in the case of a consortium.

Failure to comply will result in rejection; the required documents in the administrative dossier must be submitted as originals or as copies certified as true copies by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Specific Tender Regulations. They must be less than three (03) months old or have been drawn up after the date of signature of the Tender Notice.

In the event of the absence or non-compliance of any document in the administrative file at the time of the opening of tenders, following a 48-hour period granted by the Commission, the tender will be rejected.

14. Timeframe:

The timeframe set by the Client for the completion of the works is three (03) months. Only bidders or their duly authorized representatives can attend this opening session¹.

15. Bid Evaluation Criteria

A/ Elimination Criteria

The eliminatory criteria are as follows:

- a) Incomplete administrative file or non-compliant administrative documents after the expiry of the regulatory deadline of 48 hours granted for the submission of the document in question;
- b) False declaration or falsified document;
- c) Failure to meet at least 75% of the essential criteria;
- d) Absence of the bidder's sworn statement attesting that they have not abandoned at least one contract in the last three (3) years and are not listed on the list of defaulting companies established annually by the ARMP;
- e) Absence of a quantified unit price in the bid;
- f) Absence of a backup copy in case of malfunction of the COLEPS platform;
- g) Absence or non-compliance of the stamped, dated, and hand-paid bid security, accompanied by the receipt of deposit to accompanied by the **Deposits and Consignments Fund** receipt at the opening of the bids. Note: - A bid bond that is unrelated to the consultation in question is considered invalid;
- A bid bond submitted by a bidder during the opening session is inadmissible.
- h) Failure to submit a duly completed and signed social and environmental commitment statement;
- i) Failure to submit a duly completed and signed integrity charter;
- j) Failure to submit a valid categorization certificate;
- k) Failure to provide sufficient financial capacity (available credit facility) amounting to at least thirty per cent (40 per cent), i.e. one hundred and twenty million (120,000,000) CFA francs, of the estimated amount, as evidenced by a certificate signed by a first-class bank authorised by the Minister responsible for Finance.

B/ Essential criteria

The evaluation of technical offers will be made according to the binary system (Yes/No) on the basis of the essential criteria below:

- a) Three (03) references totalling at least two hundred million (200,000,000) CFA francs over the last three (03) years (2025, 2024, 2023);
- b) Technical personnel of the company;
- c) Methodology - Work execution schedule;
- d) Site equipment to be mobilized;
- e) Conditions for acceptance of the contract (CCAP and CCTP initialed, dated and signed with the words "read and approved");
- g) Presentation of the offer.

Only bids that have obtained at least 75% of Yes will be admitted to the financial analysis.

16. Attribution

The contract will be awarded to the tenderer who has submitted a tender deemed to be substantially compliant and evaluated as the lowest bidder.

17. Period of validity of offers

Bidders shall remain bound by their tender for a period of sixty (60) days, from the deadline set for the receipt of tenders.

18. Additional information

Further information may be obtained during office hours from the Public Procurement Department (Tender Office) of MINSANTE, located in the 'Health Building' located near the headquarters of the Cameroon Red Cross' building, which houses the Studies and Projects Division (STD), not far from the headquarters of the Cameroonian Red Cross, or online via the COLEPS platform at the following addresses:

<http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, upon publication of this notice.

Technical information may be obtained during office hours from the Studies and Projects Division of the Ministry of Public Health, situated next to the Cameroon Red Cross headquarters building.

19. Technical Support

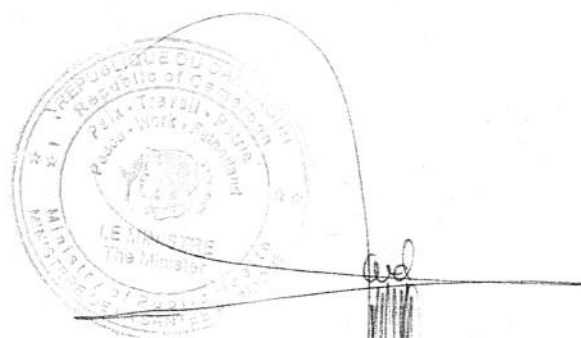
To receive technical support should you encounter any issues whilst using the platform, please call (+237) 222 238 155 / 222 235 669 or email dsi@minmap.cm.

20. fight against corruption

To report any attempted bribery or instances of malpractice, please call or send an SMS to CONAC at 1517; to the Public Contracts Authority (MINMAP) (via SMS or call) at (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48; or to ARMP at (+237) 222 201 803, (+237) 222 200 008, (+237) 222 200 009, or (+237) 222 206 043.

Implications:

- MINMAP ;
- PPRA (Jdm);
- Public Procurement Service/DRFP ;
- IPC/MINSANTE ;
- Archives/chrono;
- Display.



Dr. Manwida Malachie

Dr. Hermann H. H. H.